



LA LETTRE ÉCONOMIQUE D'ÉGYPTE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE DU CAIRE

N°128 – Mai 2022

SOMMAIRE

ACTUALITES :.....	2
MACROECONOMIE :	5
La dépendance renouvelée à l'égard des pays du Golfe	5
POLITIQUES SECTORIELLES :	9
L'essor rapide de l'écosystème FinTech	9
Une industrie sidérurgique en difficulté	13
BREVES ECONOMIQUES :	17
INDICATEURS	20

ÉDITORIAL

L'intervention du Premier ministre, M. Moustapha Madbouli, en date du 15 mai a plus particulièrement retenu l'attention de ces dernières semaines. Le Premier ministre a en effet centré son propos sur le rôle que le secteur privé devait jouer à l'avenir dans l'économie égyptienne tout comme le **programme d'introduction en bourse des entités publiques**.

De fait, le gouvernement se donne 4 ans pour vendre pour 40 Mds d'actifs publics. Le gouvernement aurait déjà identifié 9 Mds USD d'actifs (dont le fabricant d'eau en bouteille Safi et l'opérateur de stations-service Wataniya). **La feuille de route triennale** annoncée par le gouvernement vise à réduire la participation de l'Etat dans certains secteurs de l'économie selon une taxonomie tricolore :

- **Couleur verte « L'Etat se désengage complètement »** : le gouvernement a l'intention de sortir complètement de 79 secteurs au cours des trois prochaines années notamment dans le secteur automobile, certaines industries manufacturières comme l'ameublement, l'électroménager, le cuir et le verre, la production agricole (à l'exception du blé) et des engrais.

- **Couleur orange « L'Etat se désengage partiellement »** : le gouvernement va progressivement cesser de s'impliquer dans 45 autres secteurs notamment dans les industries lourdes comme le ciment, la fabrication du fer et de l'aluminium, les infrastructures énergétiques, les projets d'énergie renouvelable, les stations d'épuration des eaux usées et les projets de dessalement.

- **Couleur rouge « L'Etat se ne désengage pas »** : secteurs que le gouvernement considère comme stratégiques et qui sont principalement liés aux infrastructures (réseaux de transport, infrastructures de télécommunication, systèmes d'approvisionnement en eau). Le commerce de gros, la santé, l'éducation, l'industrie pharmaceutique et les services financiers (courtage, assurance) figurent également dans cette catégorie.

Parallèlement, le gouvernement prévoit de coter 10 entreprises publiques et deux entreprises dépendantes du ministère de la Défense à la bourse du Caire cette année confirmant ainsi les déclarations antérieures du ministre des Finances. Par ailleurs, **sept des plus grands ports égyptiens seront fusionnés en une seule entité et cotés à la bourse**, sans dévoiler quels ports seront sélectionnés, ni le calendrier de la cotation... Un certain nombre d'entités gérant des hôtels appartenant à l'État seront également fusionnés et proposés aux investisseurs nationaux.

Il convient enfin de noter que le Premier ministre a mentionné que la stratégie automobile (qui devait initialement être dévoilée en décembre dernier) serait annoncée avant la fin du mois. Le gouvernement prépare également une stratégie nationale en matière de propriété intellectuelle avec la création d'une autorité nationale ad hoc. Enfin, une réflexion était en cours pour inciter les usines à s'implanter dans les "*villes de quatrième génération*" via des allègements fiscaux de trois à cinq ans.

Michel OLDENBURG

Chef du service économique

michel.oldenburg@dgtresor.gouv.fr

ACTUALITES :

N'hésitez pas à transmettre au Service Economique l'actualité de vos entreprises. Vous pouvez contacter M. Mohamed Amin BOUMAHDI : mohamed.boumahdi@dgtresor.gouv.fr

1. Relations économiques bilatérales :

- 8 mai : Visite des étudiants de la promotion MS MUI de l'ESSEC au Caire pour un voyage d'étude.



- 10 mai : **inauguration officielle de STMicroelectronics** en Egypte (suite au rachat de Riot Micro en juillet 2020) STMicroelectronics prévoit de renforcer rapidement ses effectifs en passant de 24 à 60 employés d'ici la fin de l'année 2022.



- 11 mai : participation de l'ambassadeur de France en Egypte, M. Marc Barety, à l'échange sur le développement de partenariats dans le domaine des affaires à Alexandrie dans le cadre de la **Journée de l'Europe**.



- 11 mai : signature d'un **protocole d'entente** entre **Total Eren** avec les autorités égyptiennes dans le **secteur de l'hydrogène vert** en présence notamment du Premier ministre Moustapha Madbouli, du ministre de l'Électricité, Mohamed Shaker et de la ministre de la Planification et du Développement économique, Hala El-Said.



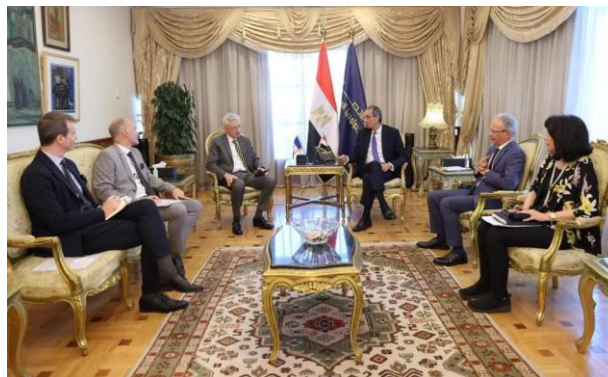
-16 et 17 mai : tenue de la **réunion régionale des services économiques pour le Levant, l'Irak et l'Irak** à Beyrouth en présence de Magali Cesana, Chef du service des Affaires bilatérales de l'internationalisation des entreprises et de l'attractivité à la Direction générale du Trésor.



- 24 mai : rencontre entre le **Président de l'Autorité du Canal de Suez, l'Amiral Osama Rabie** et l'ambassadeur de France en Egypte, M. Marc Barety.



- 29 mai : rencontre entre le **ministre des Communications et des technologies de l'information, M. Amr Talaat** et l'ambassadeur de France en Egypte, M. Marc Barety.



- 30 mai : **lancement de la nouvelle Stratégie de l'Agence française de développement** en Egypte lors d'un événement organisé conjointement avec le ministère égyptien de la Coopération internationale, en présence de l'ambassadeur de France en Égypte et du ministre de l'approvisionnement et du commerce intérieur Ali El-Moselhi, et rassemblant ses partenaires clés. Cette nouvelle stratégie donne les grandes orientations opérationnelles de l'AFD à l'horizon 2025. A cette occasion, Mme Marie-Hélène Loison, Directrice Générale adjointe, a effectué une mission en Egypte.



2. Accès au marché :

- Obligation du recours aux lettres de crédit pour les importations (décision n°49 du 13/02/2022 de la Banque centrale)

Le régime d'exception a été élargi le 11 mai 2022 pour inclure les importations de matières premières et d'intrants à la production (décision annoncée le 10 mai par la Présidence puis confirmée dès le lendemain par la Banque centrale). Le système d'encaissement documentaire reste en vigueur pour ces catégories de produits. Pour plus d'information voir l'article de l'attaché douanier régional ainsi que la liste de questions/réponses de la Banque centrale sur notre site internet : [Nouvelles dispositions relatives à la mise en place de l'obligation du recours aux lettres de crédit pour les importations en Egypte | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](#)

- Autorisation préalable de la Banque centrale pour l'importation de certaines catégories de produits (depuis le 24 mars 2022, instructions orales de la Banque centrale aux banques commerciales)

Les importations intra-groupe – depuis la société mère et ses filiales – sont concernées. La liste des douze catégories de produits visés par cette mesure est la suivante : véhicules automobiles, téléphones mobiles et accessoires, légumes, plantes, semences et tubercules, fruits frais, produits à base de noix de coco, perles et bijoux, TV et appareils électriques, jouets pour enfants, prêt-à-porter, équipements lourds (camions, bulldozers, treuils, etc.), pneumatique usé, tout autre objet usé (meubles, etc.).

- Nouvelle dérogation taux d'humidité du blé

L'Egypte a notifié à l'OMC le 19 mai le passage du taux d'humidité maximum des blés à 13,5% (ouverture d'une période transitoire d'1 an à compter du 3 avril 2022).

- Application du système ACI de pré-dédouanement aux exportations réalisées par voie aérienne

La sécurisation des importations en Égypte via le système ACI de pré-dédouanement (Advanced Cargo Information) concernait dans un premier temps les exportations réalisées par voie maritime et ce de manière obligatoire à compter du 1er octobre 2021 (décret n°328/2021 amendant le décret n°38

Si à ce jour les expéditions aériennes et terrestre demeurent officiellement exemptées de la procédure ACI, une période transitoire a débuté le 15 mai 2022 pour les exportations réalisées par voie aérienne (phase teste). La date d'application obligatoire est fixée au 1er octobre 2022.

Anaïs BOITIERE

Adjointe au Chef du Service économique
anaïs.boitiere@dgtrésor.gouv.fr

MACROECONOMIE :

La dépendance renouvelée à l'égard des pays du Golfe



Les pays du Golfe jouent historiquement un rôle important dans l'économie égyptienne et leur soutien financier demeure un instrument majeur de politique étrangère. Ce soutien s'est largement amplifié après l'arrivée au pouvoir du Président Sissi en juillet 2013 et à la suite de la crise économique qu'a connue l'Egypte en 2016. Les Etats membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ont également réagi rapidement après l'invasion de l'Ukraine, avec l'annonce d'un paquet de soutien de 22 Mds USD fin mars 2022. Cette aide d'urgence prend la forme d'aide-budgétaire, d'aide-projet, d'investissement, de dépôt à la Banque centrale ou encore d'aide au financement d'importation d'hydrocarbures. Au-delà des aides financières directes, les pays du CCG restent des partenaires commerciaux majeurs pour l'Egypte et des investisseurs importants.

Des investisseurs majeurs et des partenaires commerciaux incontournables

Des relations commerciales denses et une balance commerciale largement déficitaire pour l'Egypte

Représentant en moyenne 12,8% du volume de ses échanges sur la décennie 2010-2020, les pays du CCG sont des partenaires commerciaux de premier plan pour l'Egypte. En particulier les Emirats arabes

unis (EAU) et l'Arabie saoudite qui sont, respectivement, le second et le quatrième partenaire commercial de l'Egypte (respectivement 7,8% et 5,9% des échanges sur l'exercice 2020/21). Les pays du CCG ont ainsi absorbé près de 15% des exportations égyptiennes et l'Egypte s'y est approvisionnée à hauteur de 12% en moyenne au cours de la dernière décennie. La balance commerciale de l'Egypte vis-à-vis des pays du CCG reste largement déficitaire, à 4 Mds USD par an en moyenne, compte tenu du poids des hydrocarbures dans les échanges. **La relation économique est parallèlement marquée par la présence de millions de travailleurs égyptiens expatriés dans le Golfe¹**, garants de la première source de devises du pays (environ 30 Mds USD par an au total). Les pays du CCG contribuent également aux entrées de devises grâce au tourisme, 20% des touristes avant la crise sanitaire provenaient du Moyen-Orient (Arabie saoudite en tête, suivie du Koweït et des EAU). L'aide publique au développement des pays du CCG est enfin très présente en Egypte² (le *Kuwait Fund for Arab Economic Development*, le *Saudi Fund for Development* ou encore l'*Abu Dhabi Fund for Development*, sont tous fortement exposés sur l'Egypte³).

Les investissements des pays du CCG occupent une place de plus en plus importante

Hormis l'aide financière directe, le second canal de soutien des pays du CCG à l'économie égyptienne s'effectue au travers des investissements. Les pays du CCG sont des investisseurs traditionnellement importants pour l'Egypte. Leur contribution est passée de 10 à 20% au cours de la dernière décennie et représentant en moyenne 15% des IDE totaux sur la période, soit en moyenne 2 Mds USD par an. Cette tendance s'est amplifiée entre 2014 et 2016 avec le soutien financier clair et massif des EAU (dont le flux d'IDE entrant est passé de 401 M USD en 2013/14 à 1,4 Md USD en 2014/15) et dans une moindre mesure de

¹ Environ la moitié des 9,5 millions d'Egyptiens enregistrés comme expatriés lors du recensement de 2017 (le plus récent) vivent dans le Golfe, dont 2,9 millions en Arabie saoudite, 765 000 aux EAU, 500 000 au Koweït et 230 000 au Qatar.

² Un soutien au règlement des dépenses de l'Egypte en matière de pétrole et de blé est également apporté à travers la SIFC, filiale de la

Banque Islamique de Développement, qui a récemment prévu une augmentation à hauteur de 3 Mds USD de son financement à l'Egypte relevant ainsi le montant total à 6 Mds USD.

³ L'Egypte est le premier pays bénéficiaire pour le Koweït et l'Arabie saoudite.

l'Arabie saoudite (passage de 284 M à 684 M USD). **Les investissements des pays du CCG sont généralement concentrés dans l'immobilier** (Emaar Misr, Arabtec)¹ **le commerce de détail** (MAF Misr)², **la finance** (Emirates NBD, QNB Al Ahly, NBK), **les télécommunications** (Etisalat), **la logistique** (DP World) **ainsi que les hydrocarbures** (Mubadala, QatarEnergy, ENOC). Ils reflètent ainsi la stratégie de diversification des activités des économies des pays du Golfe en lien avec l'intensification des efforts de décarbonation au niveau mondial. Le récent programme de privatisation initiée par le gouvernement Madbouli donne par ailleurs l'opportunité aux pays du Golfe d'investir dans de nombreux actifs.

soutien massif au pays à la destitution de ce dernier le 3 juillet 2013. **Au total, 12 Mds USD d'aide ont été annoncés par les pays du CCG au lendemain de l'accession au pouvoir du Président Sissi.** Sans qu'il soit possible d'évaluer précisément les déboursments effectifs durant cette période, les dons des gouvernements étrangers à l'Egypte inscrits au budget de l'Etat ont augmenté dans des proportions massives⁴ selon le ministère des Finances. Une seconde étape a été franchie lors du bouclage du plan financier destiné à combler le besoin de financement externe suite à la crise de 2016. **Le prêt de 12 Mds USD du FMI est ainsi complété par une aide budgétaire des pays du CCG à hauteur de 4 Mds USD⁵.**

Investissements directs étrangers des pays du CCG en Egypte entre les exercices 2011/12 et 2020/21

En M USD	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21
IDE des pays du CCG en Egypte	1 064,4	1 367,9	1 131,4	2 510,9	2 145,6	1 619	1 741,2	2 643	3 527	2 843
<i>En % total IDE en Egypte</i>	<i>9,0%</i>	<i>13,3%</i>	<i>10,4%</i>	<i>20,0%</i>	<i>17,1%</i>	<i>12,1%</i>	<i>13%</i>	<i>20,8%</i>	<i>21,5%</i>	<i>17,9%</i>
Dont :										
EAU										
Arabie Saoudite	560	481	401	1 383	1 329	837	1 076	972	1 819	1 411
Koweït ³	240	192	284	649	313	344	297	430	356	325
Qatar	64	46	130	237	133	150	112	690	364	353
Oman	35	376	109	94	195	169	165	373	678	508
Bahreïn	13	11	13	12	12	6	4	-8	1	0
	153	263	194	137	165	113	88	186	309	246

Source : Banque Centrale d'Egypte.

Un soutien d'urgence systématique en cas de crise économique dont la forme évolue

Une aide sans précédent à la suite de la destitution du Président Morsi et renouvelée lors de la crise de 2016

Alors que le Qatar et, dans une moindre mesure, la Lybie avaient été les principaux soutiens financiers de l'Egypte sous la Présidence Morsi (30 juin 2012 – 3 juillet 2013) respectivement à hauteur de 7,5 Mds USD et 2 Mds USD, les autres pays du CCG ont apporté un

Un nouveau soutien du CCG à un moment critique pour l'économie égyptienne

Avant même l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations avec le FMI, les pays du CCG sont venus, une nouvelle fois, à la rescousse de l'Egypte cette année et se sont engagés à soutenir le pays avec un paquet financier d'un montant total de 22 Mds USD (15 Mds pour l'Arabie Saoudite, 5 Mds pour le Qatar et 2 Mds pour les EAU). En effet, l'Egypte rencontre actuellement des difficultés économiques et

¹ Al Futtai Group a développé le complexe immobilier Cairo Festival City à l'instar du saoudien Fawaz Alhokair avec Mall of Arabia.

² Le groupe émirati Majid Al Futtai, via sa filiale locale, MAF Misr, possède un important réseau de supermarchés Carrefour en Egypte.

³ Création en 1997 de la société d'investissement *Egypt Koweit Holding* (EKH) par un consortium d'hommes d'affaires koweïtiens et égyptiens. Le portefeuille d'investissements d'EKH se compose de plus de 20 entreprises opérant dans 5 secteurs principaux (les engrais et produits

pétrochimiques, le gaz et sa distribution, la production d'électricité et l'assurance) avec un total actif de 1,2 Md USD.

⁴ De 4,8 Mds EGP (696 M USD) en 2012/13, à 95,9 Mds EGP (13,9 Mds USD) en 2013/14 et 24,9 Mds EGP (3,6 Mds USD) en 2014/15.

⁵ L'aide budgétaire multilatérale (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Afreximbank pour un total de 7,7 Mds USD) et bilatérale du G7 (600 M USD dont 175 M EUR de la France) et de la Chine (swap devise de 2,6 Mds USD) sont également à souligner.

financières majeures (pressions croissantes sur la livre égyptienne, creusement du déficit de la balance commerciale, progression soutenue de l'inflation et resserrement de la politique monétaire).

Néanmoins dans la continuité du changement du mode d'intervention initié à la suite de la crise de 2016, les pays du CCG privilégient dorénavant l'aide-projet ou l'investissement au détriment de l'aide-budgétaire, refusant de continuer à financer le déficit public égyptien en l'absence de réformes sérieuses¹.

Ainsi le fonds souverain saoudien cherche à investir 10 Mds USD dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et des services financiers en Egypte. Le Qatar s'est engagé à investir 5 Mds USD dans des entreprises et des projets égyptiens³, tandis que le fonds d'investissement d'Abu Dhabi a confirmé sa prise de participation dans cinq sociétés cotées à la bourse égyptienne.⁴ Les pays du CCG participent néanmoins au bouclage du plan financier destiné à combler le besoin de financement externe de l'Egypte ; l'Arabie saoudite a ainsi déposé 5 Mds USD à la Banque centrale fin mars 2022.

Financements des pays du CCG envers l'Egypte depuis 2012 (en USD)

	ARABIE SAOUDITE		EAU		KOWEIT			QATAR		
2011			3 Mds d'aide ²		23 M d'aide privée			2 Mds dépôt à la BCE		
2012								4 Mds dépôt à la BCE		1 Md d'aide budgétaire sous forme de don
2013	1 Md d'aide budgétaire sous forme de don	2 Mds dépôt à la BCE	2 Mds soutien énergétique	1 Md d'aide budgétaire sous forme de don	2 Mds dépôt à la BCE	225 M soutien énergétique	1 Md d'aide budgétaire sous forme de don	2 Mds USD dépôt à la BCE	1 Md soutien énergétique	
2014										
2015	2 Mds dépôt à la BCE		2 Mds dépôt à la BCE		2 Mds dépôt à la BCE					
2016	2 Mds dépôt à la BCE		2 Mds dépôt à la BCE							
2017	1 Mds dépôt à la BCE									
2019					1 Md d'investissement					
2022	5 Mds dépôt à la BCE	10 Mds promesse d'investissement	2 Mds promesse d'investissement					5 Mds promesse d'investissement		

Source: The Arab Gulf States Institute in Washington

¹ Un plan de réforme aurait été mis en place par la banque Lazard et le cabinet Strategy& au nom des EAU pour l'Egypte, sans suite.

² 1,5 Md USD dédié aux entreprises, 750 M USD dédié aux projets de logement et d'infrastructure et 750 M USD restants pour des prêts concessionnels pour différents projets en Egypte.

³ Qatar Energy a effectué une prise de participation directe de 40% dans un bloc d'exploration appartenant à Exxon en Méditerranée et

une participation de 17% dans deux blocs d'exploration pétrolière et gazière de la mer Rouge exploités par Shell.

⁴ Le fonds a acquis des parts dans CIB (911 M USD), Fawry (70 M USD), Abu Qir Fertilizers (392 M USD), Mopco (266 M USD) et Alexandria Handling (186 M USD) pour un montant total d'environ 1,8 Mds USD dans le cadre d'un accord conclu en avril 2022. En 2019, l'ADQ a également créé un fonds d'investissement conjoint de 20 Mds USD avec le Fonds souverain d'Egypte.

Echanges commerciaux entre l'Egypte et les pays du CCG entre 2010 et 2020

En M USD	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total exportations égyptiennes vers les pays du CCG <i>En % exportations égyptiennes</i>	2 935 11,0%	3 524 11,4%	3 162 10,8%	3 444 11,9%	4 003 15,0%	3 940 18,7%	4 588 22,9%	4 097 17,6%	3 789 13,9%	4 308 14,1%	5 106 19,0%
Dont :											
Vers l'Arabie Saoudite	1 673	1 973	1 822	2 031	1 972	1 912	1 082	960	1 038	1 700	1 706
Vers les EAU	639	865	718	766	987	1 084	2 985	2 597	2 394	2 075	2 862
Vers le Koweït	256	257	228	279	575	465	120	150	86	275	235
Vers le Qatar	229	273	258	218	299	295	171	186	62	0	1
Vers Bahreïn	42	38	39	48	42	47	143	137	144	63	136
Vers Oman	96	117	97	102	127	137	88	68	63	193	166
Total importations égyptiennes à partir des pays du CCG <i>En % importations égyptiennes</i>	4 580 8,7%	6 399 10,3%	6 411 9,5%	7 114 10,9%	7 735 11,3%	6 971 10,0%	8 582 15,1%	9 514 16,0%	10 105 14,9%	9 804 12,5%	7 932 13,0%
Dont :											
Arabie Saoudite	2 115	2 542	2 670	3 012	2 381	2 863	2 610	3 299	4 650	5 197	3 937
EAU	728	803	796	1 089	1 636	1 439	3 222	3 225	3 132	1 790	1 301
Koweït	1 519	2 781	2 674	2 593	3 493	1 738	1 253	1 273	1 430	2 156	2 104
Koweït	59	110	88	40	39	731	1 241	1 523	586	24	23
Qatar	96	57	50	209	125	141	158	120	182	375	217
Bahreïn	64	106	132	172	62	60	97	75	123	261	350
Oman											
Volume des échanges commerciaux <i>En % des échanges commerciaux de l'Egypte</i>	7 515 9,5%	9 923 10,7%	9 572 9,9%	10 559 11,2%	11 738 12,4%	10 911 12,0%	13 170 17,2%	13 611 16,4%	13 894 14,6%	14 111 12,9%	13 038 14,9%
Balance commerciale	-1 646	- 2 875	-3 249	- 3 670	- 3 732	- 3 032	- 3 994	- 5 417	- 6 315	- 5 496	- 2 825

Source : FMI (DOTS).

Mohamed Amin BOUMAHDI

Attaché économique

mohamed.boumahdi@dgtrésor.gouv.fr

POLITIQUES SECTORIELLES :

L'essor rapide de l'écosystème FinTech



Avec plus de 100 millions d'habitants, un faible taux de bancarisation (56,2 %¹) et près de l'intégralité de la population dotée d'un abonnement mobile dont 57,3 % utilisant internet via un téléphone portable, l'Egypte est un terrain fertile pour le développement des innovations numériques dans le secteur financier. Si les autorités sont proactives pour répondre aux défis auxquels le secteur fait face, tels que les lacunes de la régulation et le manque main d'œuvre qualifiée, les freins au développement du secteur restent cependant conséquents.

Un écosystème FinTech dynamique et prometteur

Un écosystème FinTech en pleine croissance

Alors que seules deux FinTech étaient recensées en Egypte en 2014, elles sont **112** en 2021. Avec un **montant total d'investissement de 159 M USD en 2021, l'écosystème FinTech égyptien est le troisième plus important d'Afrique**, derrière le Kenya et le Nigeria. Les transactions des fonds d'investissement dans le secteur FinTech ont été multipliées par 10 en quatre ans, quand le financement

moyen par transaction a été multiplié par 16 entre 2017 et 2021 (de 300 000 USD en 2018 à 5 M USD en 2021).

Les sous-secteurs les plus investis sont les systèmes de paiement et transferts de fonds de travailleurs expatriés (34 entreprises en 2021), suivis des prêts et de la finance alternative (e.g. tontines, microcrédits – 15 entreprises), de la PropTech (immobilier) et de l'Agri-FinTech. En raison de la prédominance des micros, petites et moyennes entreprises en Egypte, les modèles B2B, B2C et B2B2C² sont les plus développés, comptant 79 FinTech³. Le lancement d'InstaPay par la Banque centrale d'Egypte (BCE) en mars 2022, une application permettant de regrouper tous les comptes bancaires du pays et ainsi d'effectuer des virements instantanés, devrait favoriser le développement du secteur.

Dans lequel cohabitent des acteurs internationaux

La présence des **grands acteurs internationaux** sur le marché égyptien de la FinTech doit également être soulignée. Il convient notamment de citer **PayFort**, filiale d'Amazon spécialisée dans les solutions de paiement électronique, ou encore PaySky, fournisseur régional de solutions de paiements digitaux. Il est par ailleurs courant que des partenariats soient noués entre des FinTech locales et des entreprises étrangères⁴.

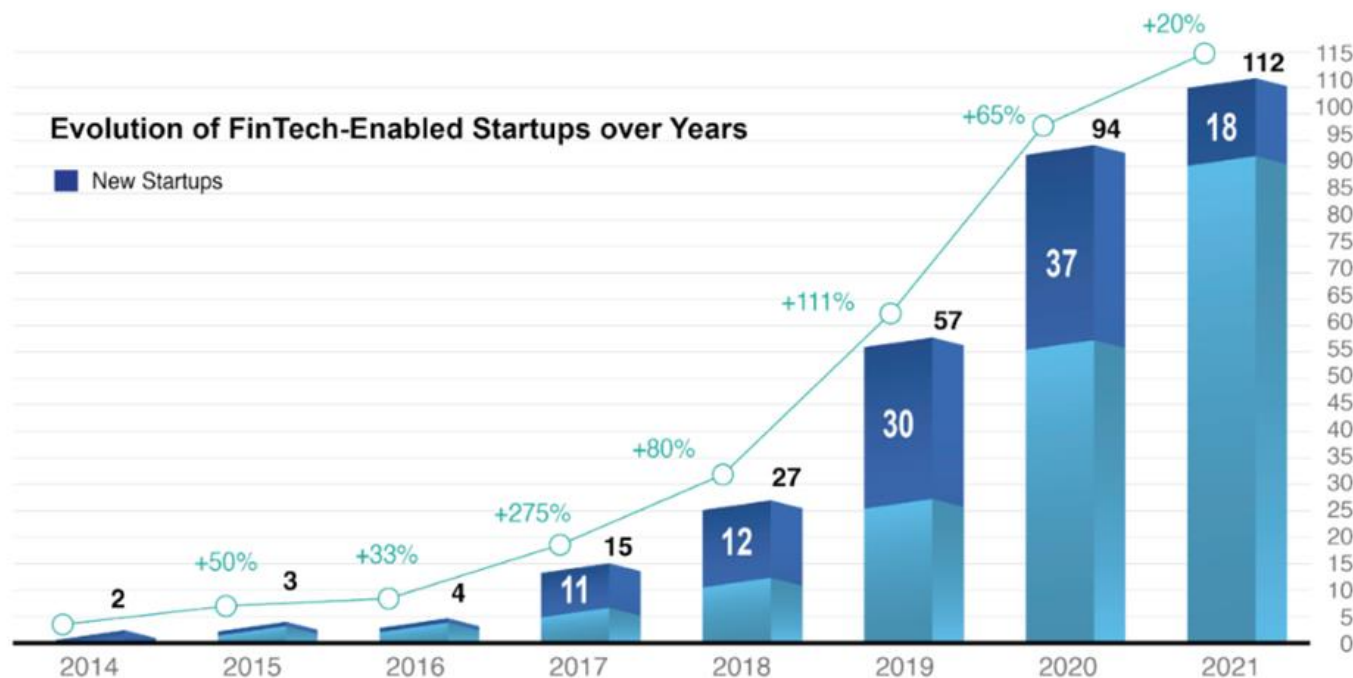
¹ Le taux de bancarisation recense tous les comptes bancaires des personnes âgées de plus de 15 ans. Il ne permet toutefois pas de différencier les personnes qui ont une utilisation quotidienne de leur compte, celles qui ne l'utilisent que pour retirer leur salaire ou encore celles qui ont plusieurs comptes bancaires.

² B2B : d'entreprise à entreprise ; B2C : d'entreprise à consommateur ; B2B2C : d'entreprise à entreprise à consommateur.

³ Le reste des startups sont concernées par les modèles B2C2B (d'entreprise à consommateur à entreprise), B2E (d'entreprise à employeur) et B2G (d'entreprise à gouvernement – par exemple e-Finance).

⁴ MasterCard et Telda (Money App), Visa, EgyptPost et PaySky (Yalla SuperApp).

Progression des créations de startups FinTech en Egypte depuis 2014



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

Un développement freiné par des obstacles structurels

Un cadre réglementaire qui peine à s'adapter à un écosystème en pleine évolution

Le **cadre réglementaire continue de représenter un frein important** au développement des FinTech en Egypte. Si la nouvelle loi FinTech¹ adoptée cette année fait théoriquement de la **FRA** (*Financial Regulatory Authority*) le seul organisme responsable de l'octroi des licences et de la réglementation des FinTech, le **déficit de coordination entre les trois instances de régulation**, la **BCE**, la **FRA** et la **NTRA** (*National Telecom Regulatory Authority*) complique les démarches administratives indispensables au lancement d'une activité². **L'acquisition d'une licence est non seulement un processus long** (environ six mois) mais

également complexe, conduisant de nombreuses FinTech à faire l'impasse sur cette licence pour opérer dans le pays sans réelle base légale ; elles se privent en cela de partenariats potentiels avec des entreprises passant de fait à côté de certaines opportunités³.

Pour pallier les lacunes de la réglementation existante, **la BCE et la FRA travaillent conjointement sur une nouvelle loi qui établira un cadre législatif pour la réglementation des plateformes numériques de financement alternatif**. Les acteurs du secteur espèrent que celle-ci contribuera à une meilleure lisibilité et à faciliter les démarches administratives. La BCE a par ailleurs lancé en 2019 un « bac à sable réglementaire »⁴, un environnement d'essai contrôlé où les startups peuvent tester leurs modèles commerciaux avec des exigences réglementaires assouplies. Les objectifs sont de gérer l'incertitude réglementaire et de d'accroître la confiance des investisseurs.

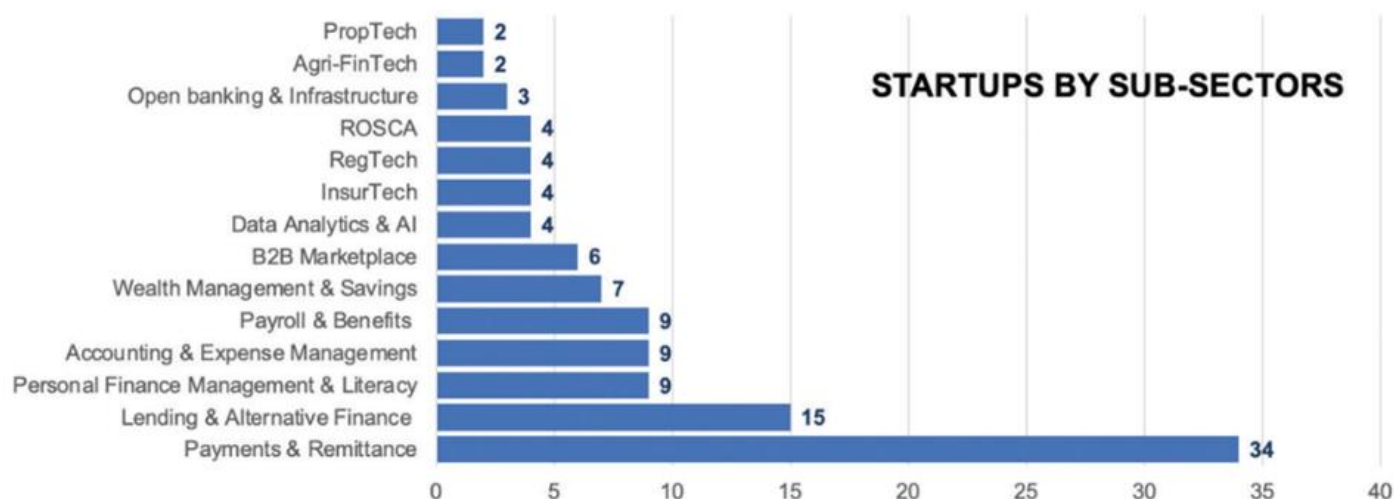
¹ Loi 5/2022 sur les FinTech non bancaires.

² La loi interdit aux entreprises et autres opérateurs de s'engager dans des activités non-bancaires et financières en Egypte – et en dehors du pays pour les résidents égyptiens – sans obtenir une licence de l'autorité régulatrice, la FRA.

³ A noter que la FRA aurait accordé aux jeunes entreprises fintech une licence temporaire pour une période de deux ans afin de soutenir les jeunes entreprises innovantes dans le domaine de la fintech.

⁴ FinTech Regulatory Sandbox.

Nombre de startups FinTech en Egypte par sous-secteurs



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

Les résultats de cette initiative sont cependant à nuancer (en effet, les conditionnalités pour faire partie du programme sont telles que les startups sélectionnées sont d'ores et déjà matures avant l'entrée dans le programme).

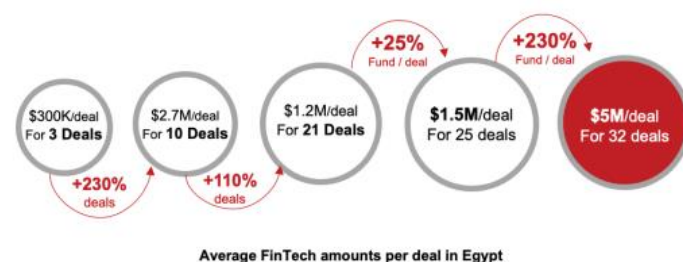
[La pénurie de compétences reste un enjeu de taille pour la pérennité de l'écosystème](#)

Réussir à attirer et à garder sur le long terme les talents est une autre problématique majeure à laquelle sont confrontées les FinTech en Egypte. **Plusieurs initiatives ont été mises en place pour renforcer les compétences**, telles que la VC University¹, un cycle d'un an destiné aux gestionnaires de fonds ou encore l'Orange Digital Center, un centre de formation pour les jeunes désireux de développer leurs compétences numériques² (services de coaching et de mentorat, école de codage, laboratoire de fabrication de matériel informatique et accélérateur de startup). D'autres initiatives, publiques, sont également à souligner, telles que le programme FinYology (FinTech pour les jeunes qui prévoit l'introduction de modules ciblés dans les universités pour les étudiants inscrits dans les filières de l'entrepreneuriat et de l'innovation, de la finance, de l'informatique et de l'ingénierie informatique) et le programme FinTech Academy (programme de quatre mois ciblant les initiés et les entrepreneurs du secteur

FinTech et visant à leur donner les clés pour lancer leurs propres startups) lancés respectivement en 2020 et 2021.

Le pays continue par ailleurs de perdre ses **talents les plus brillants qui sont recrutés par les multinationales pour travailler à distance**. La fuite des cerveaux est une réelle problématique pour le développement de l'écosystème FinTech en Egypte.

Montants moyens par transaction dans le secteur FinTech en Egypte



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

¹ Création conjointe entre la GIZ, l'Agence gouvernementale de développement des micros, petites et moyennes entreprises (MSMEDA) et Endure Capital et Changelabs.

² Partenariat public-privé mis en place par Orange et la GIZ.

Panorama de l'écosystème Fintech en Egypte



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

Margot ERTEL

Chargée d'études macroéconomiques et économie numérique

margot.ertel@dgtresor.gouv.fr

Une industrie sidérurgique en difficulté



Premier producteur d'acier au Moyen-Orient, l'Egypte bénéficie d'une demande domestique importante stimulée par la forte croissance du secteur de la construction et des grands projets. Celle-ci demeure toutefois insuffisante pour absorber la surcapacité chronique du secteur. La hausse du coût des matières premières grève la rentabilité des sidérurgistes égyptiens, déjà en berne, et limite leur potentiel d'exportation, alors même que l'Egypte importe de nombreux intrants. Le Caire devra parallèlement répondre à la mise en place prochaine d'une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne en décarbonant graduellement sa production.

Un secteur sidérurgique en difficulté en dépit d'une hausse de la demande domestique...

Une industrie qui alimente un secteur égyptien de la construction en forte croissance

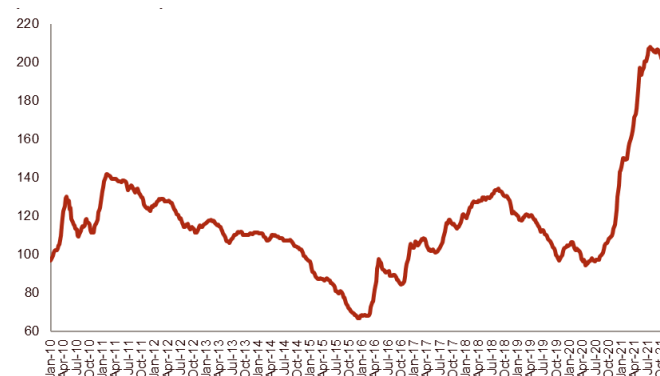
L'Egypte est respectivement le **deuxième producteur** (8,2 millions de tonnes en 2020) et **troisième consommateur d'acier** de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Les aciéries égyptiennes consomment 7,9 millions de tonnes de **minerai de fer** par an dont **3,5 millions sont importés**, principalement de Chine, de Turquie et d'Allemagne. La **construction** constitue le **premier débouché** pour le secteur - les barres

¹ Nouvelle Capitale Administrative, villes nouvelles, infrastructures de transports (ponts, routes, ferroviaires).

² Haya Karima est un programme qui a pour objectif de fournir des infrastructures de bases, un logement décent ainsi que des services médicaux et éducatifs de qualité aux habitants des zones les plus défavorisées d'Égypte.

d'armature représentent ainsi environ 80% de toutes les ventes d'acier en Égypte, et 10 à 25% des coûts de construction. Le marché de l'acier, porté par la **forte croissance du secteur de la construction**¹, apparaît particulièrement dynamique. A plus long terme, le **programme Haya Karima**² lancé en 2019, devrait continuer à alimenter cette croissance : les consommations de barres d'armature et d'acier plat devraient respectivement augmenter de **14% et 7%** pour atteindre 8,4 et 1,5 million de tonnes en 2022.

Indice des prix de l'acier



Source : Metal Bulletin Research

Un secteur dans lequel la présence de l'armée s'est progressivement renforcée

Le **groupe familial Ezz Steel**³ est le principal producteur d'acier en Egypte. Il détient environ **50% de parts de marché pour une capacité de production** de 10 millions de tonnes par an. Le groupe **Beshay Steel**, avec une capacité de production de 4 millions de tonnes est le **second producteur privé d'acier** en Egypte. Le ministère des Entreprises Publiques détient, à travers la **Metallurgical Industries Holding**, 15 entreprises qui couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur de l'acier⁴. Son poids a diminué suite à la liquidation de l'**Egyptian**

³ Ahmed Ezz détient 66% de l'entreprise Ezz Steel, cette dernière possède également 64% du capital d'EZDK (Al Ezz Dekheila Steel Co.), qui a une capacité de production de 3,2 millions de tonnes par an.

⁴ Au-delà des aciéries, elle comprend également des groupes du secteur minier, de la céramique et, industriels, comme l'automobile.

Iron & Steel Company, longtemps deuxième acteur du secteur avec environ **20% des parts de marché**. Si le ministère des Entreprises Publiques n'a pas souhaité conserver cette aciérie, il investit massivement dans **Delta Steel Company** dont la capacité devrait bientôt atteindre 500 000 tonnes d'acier¹ contre 50 000 initialement. En 2016, la **National Service Project Organization (NSPO)**² a racheté **82% de Suez Steel**, non rentable à cette époque, pour obtenir des capacités de production de produits finis d'acier (barres d'armature). En novembre 2018, le ministère de la Défense (MoD) rachète une participation majoritaire dans la société **Egyptian Steel**³. Ces rachats permettent à l'armée de disposer de **16%** de la capacité de production de barres renforcées d'acier en Egypte⁴; ce chiffre devrait rapidement atteindre **27%**⁵. Le rachat de **Suez Steel** et d'**Egyptian Steel** par l'armée puis les capacités additionnelles mises sur le marché – 20% d'augmentation annuelle **de la production d'acier** entre 2016 et 2018 – relançant les **problèmes de surcapacité existants**. Ainsi, entre 2017 et 2018, le taux de non-utilisation des capacités totales de production existantes (20 M de tonnes) passe de 38 à 59%.

...qui s'insèrent dans un environnement mondial hyper-compétitif

Un secteur égyptien qui souffre d'un manque de compétitivité, et de la volatilité des cours...

¹ Delta Steel Company devrait produire des produits semi-finis (billettes), plus rentable que la production de produits de fer et d'acier finis à partir de billettes importées (beaucoup d'entreprises sur ce segment amont de la chaîne de valeur ont fait faillite).

² La **National Service Projects Organization (NSPO)**, est une entité du ministère de la Défense, qui fabrique des produits militaires et civils et fournit des services de sous-traitance.

³ **Egyptian Steel** dispose d'une capacité de 1,4 million de tonnes par an (20% des parts de marché du secteur de l'acier en Egypte). Fin 2021, **EZDK** (filiale du groupe **Ezz Steel**) a par ailleurs racheté 18% d'**Egyptian Steel**.

⁴ En 2019, l'armée détient 2,3 millions des 14,1 millions de tonnes de capacités de barres d'acier présentes sur le marché.

Prix de l'aluminium (USD/tonne)



Source : Trading economics

Les producteurs égyptiens ont longtemps souffert d'un **manque de compétitivité** par rapport à l'acier chinois, qui bénéficie d'un soutien à l'export du gouvernement chinois, et qui a inondé le marché dans la décennie 2010, faisant chuter les prix de l'acier jusqu'en 2016. D'autant qu'au même moment l'industrie égyptienne est durement frappée par une **pénurie de gaz et d'électricité**. En 2017, la reprise économique mondiale débouche sur une **embellie momentanée du secteur**. En 2019, le prix de l'acier **baisse de nouveau** drastiquement, corolaire d'une demande mondiale en berne. Pour s'adapter, les entreprises égyptiennes ont dû réduire leurs prix pour écouler leurs stocks. Le contexte **inflationniste post-covid** puis la **crise en Ukraine** renchérissent le coût des matières premières (minerai de fer, coke, bauxite⁶) et du gaz diminuant les marges des sidérurgistes⁷. La hausse du prix du minerai de fer ne devrait cependant pas être durable⁸. L'augmentation des prix de l'acier⁹ se répercute déjà sur le secteur de la construction : les promoteurs immobiliers ont d'ores et déjà annoncé une hausse de

⁵ La réalisation des expansions prévues dans **Suez Steel** et **Egyptian Steel** porterait leur capacité combinée à 3,52 millions de tonnes.

⁶ Les prix des intrants (ferraille, minerai de fer et billettes) ont fortement augmenté. De surcroît, l'Egypte en importait massivement de Russie et d'Ukraine (importations bloquées), elle doit maintenant se tourner vers la Turquie.

⁷ La hausse du coût des matières premières est en proportion plus élevée que la hausse du prix de l'acier.

⁸ La Chine augmente l'utilisation de la ferraille dans la production d'acier au détriment du minerai de fer.

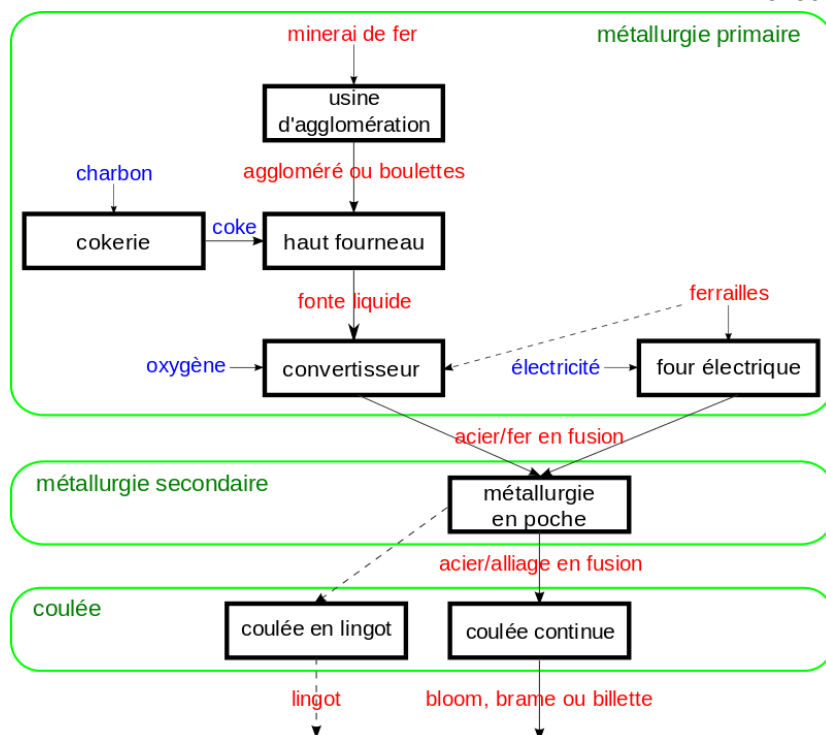
⁹ Début 2022, les principales entreprises égyptiennes de l'acier (**Ezz Steel**, **Egyptian Steel**, **Suez Steel**) ont augmenté de 17% le prix de l'acier (3 000 EGP/tonne).

15 à 20% des prix des nouvelles constructions – laissant craindre une détérioration des taux d'occupation, déjà faibles (inférieurs à 40%), des villes nouvelles.

...qui aggravent la balance commerciale déjà déficitaire

Afin de soutenir les fabricants confrontés à la hausse des prix et à la pénurie de matières premières, le ministère du Commerce a **interdit** en mars 2022

Chaîne de valeur de la sidérurgie



Source : Trading economics

l'exportation de métaux de récupération et de ferraille pendant six mois. Après un **quasi-doublement des exportations¹ entre 2016 et 2018**, ces dernières enregistrent une forte chute en 2019 dans des proportions plus importantes que la baisse de la production (-7%). Dans le même temps, l'Egypte continue à importer massivement de l'acier étranger (notamment de Chine et de Turquie), moins coûteux, **creusant ainsi son déficit commercial sectoriel** (à 5,3

Mds en 2019) alors même que la **filière locale est en surcapacité**. Des droits progressifs sur les importations ont été **introduits en octobre 2019** pour **protéger l'industrie domestique**, qui devaient être **levés en avril 2022, mais amenés à se poursuivre²** – compte tenu du contexte inflationniste.

L'amélioration de la compétitivité passera par une nécessaire décarbonation

A plus long-terme, les sidérurgistes égyptiens devront réfléchir à la **durabilité de leurs produits** pour rester **compétitifs**, alors que **l'Union européenne envisage un mécanisme de taxes carbone à ses frontières**. Ezz Steel est bien positionné pour répondre aux critères environnementaux exigés. Le groupe utilise majoritairement des fours à arc électrique³, qui lui permet de produire de l'acier avec un plus faible impact carbone que celui de ses concurrents. Les sites de production d'*Egyptian Steel* développés récemment à Beni Suef et Ain Sokhna, ont une capacité de production de 830 000 tonnes par an et disposent des dernières technologies. Cependant pour aller plus loin dans la décarbonation, d'autres pistes devront être envisagées, comme le recours à l'hydrogène vert.

¹ L'Egypte exporte à la fois en Europe (Italie, Espagne) mais aussi au Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Iraq).

² A partir d'avril 2022, les droits de douane sur les billettes de fer et sur les barres d'armatures seraient respectivement réduits à 10% (contre 13% précédemment) et à 17 % (contre 21% précédemment).

³ Les hauts fourneaux sont responsables d'environ 72% de la production mondiale, et sont bien plus polluants que le procédé du four à arc électrique (recyclage de ferraille).

Exportation / Importations égyptienne des principaux métaux						
'000	2016	2017	2018	2019	2020	2020 (en %)
Aluminium						
Exportations						
Monde	405 065	485 102	674 225	545 070	565 454	100%
<i>Italie</i>	207 148	273 104	314 828	275 480	284 181	50%
<i>Maroc</i>	18 170	21 527	22 334	22 900	27 288	5%
<i>Libye</i>	4 230	4 482	29 842	23 658	24 788	4%
Importations						
Monde	388 986	362 610	662 948	725 436	567 520	100%
<i>Chine</i>	72 800	73 652	94 077	123 831	103 874	18%
<i>Turquie</i>	47 629	64 962	86 386	98 712	102 524	18%
<i>Arabie Saoudite</i>	35 369	43 691	102 297	113 325	93 475	16%
Balance commerciale						
Monde	16 079	122 492	11 277	-180 366	-2 066	/
Fer et acier						
Exportations						
Monde	512 398	871 923	1 054 130	694 477	696 241	100%
<i>Arabie Saoudite</i>	64 505	95 499	100 274	204 954	203 706	29,26%
<i>Italie</i>	69 388	126 692	149 374	36 241	119 715	17,19%
<i>Espagne</i>	49 188	94 288	114 817	51 083	62 392	8,96%
Importations						
Monde	3 536 817	3 248 077	4 479 087	3 648 796	2 636 812	100%
<i>Turquie</i>	546 439	233 883	271 868	492 258	398 713	15,12%
<i>Belgique</i>	140 485	198 283	290 277	322 265	369 962	14,03%
<i>Royaume-Uni</i>	146 093	249 681	330 638	309 924	263 085	9,98%
Balance commerciale						
Monde	-3 024 419	-2 376 154	-3 424 957	-2 954 319	-1 940 571	/
Produit de fer et acier						
Exportations						
Monde	313 690	280 215	287 179	281 331	365 970	100,00%
<i>Arabie Saoudite</i>	74 913	63 206	32 822	37 159	50 152	13,70%
<i>Italie</i>	10 705	9 253	17 764	18 879	43 838	11,98%
<i>Iraq</i>	27 668	30 709	35 503	38 327	42 942	11,73%
Importations						
Monde	2 764 072	2 748 135	3 315 479	2 670 442	1 909 759	100%
<i>Chine</i>	468 749	368 849	561 850	600 501	501 372	26,25%
<i>Italie</i>	507 261	597 837	541 673	412 435	367 426	19,24%
<i>Turquie</i>	157 048	217 421	226 040	205 048	190 760	9,99%
Balance commerciale						
Monde	-2 450 382	-2 467 920	-3 028 300	-2 389 111	-1 543 789	/

Source : ITC Trade Map

Antoine COSSON

Attaché sectoriel Infrastructures et Développement durable
antoine.cosson@dgtresor.gouv.fr

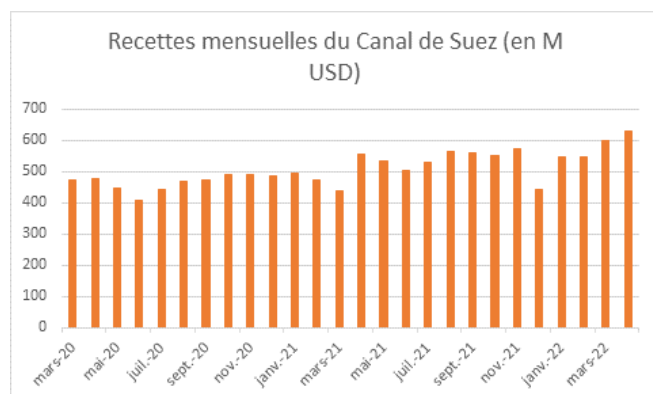
BREVES ECONOMIQUES :

Le Service Economique Régional de Beyrouth publie chaque semaine des brèves économiques et financières concernant les pays de sa zone de compétence (pays du Levant, Egypte, Iran et Irak).

Pour les recevoir, vous pouvez contacter Mme Charlotte PAGET : charlotte.paget@dgtresor.gouv.fr

1. Record historique des revenus du canal de Suez pour le mois d'avril

Selon l'amiral Oussama Rabi, chef de l'Office du canal de Suez, le canal de Suez a enregistré des revenus mensuels record en avril à 629 M USD, soit une augmentation de 13,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les droits de transit ont été récemment relevés à deux reprises. Le canal a également enregistré en avril son tonnage net mensuel le plus élevé à 114,5 millions de tonnes, dépassant tous les chiffres précédemment enregistrés. Le nombre de pétroliers ont augmenté de 25,8 %, de transporteurs de gaz naturel liquéfié de 12 % et de porte-conteneurs de 9 % par rapport à l'année précédente.



2. Annonce d'une série de mesure visant à améliorer l'environnement des affaires par le président Abdel Fattah El-Sissi

De nouvelles incitations en vue d'améliorer la production locale vont être mises en place, notamment des dégrèvements fiscaux sur cinq ans ou encore des contrats d'usufruit pour les terrains. Dans le but d'augmenter la taille de la bourse égyptienne (EGX), les autorités ont annoncé de nouvelles introductions en bourse et des ventes de participations supplémentaires dans des entreprises contrôlées par l'État déjà cotées. Sans préciser la date précise de sa sortie, le Président a annoncé le lancement attendu d'un plan de réduction de

la dette publique et du déficit budgétaire qui sera opérationnel sur les quatre prochaines années.

3. Le projet de budget pour l'exercice 2022/23 annonce un accroissement du déficit budgétaire

Dans le projet de budget pour l'exercice 2022/23, les dépenses sont estimées à 2,1 Mds d'EGP, soit une hausse de 13 % comparé au budget 2021/22 et des recettes en augmentation de 11 %, soit 1,5 Mds d'EGP, le déficit budgétaire se creuse de 82 Mds d'EGP (passant de 475,6 Mds d'EGP à 558,2 Mds d'EGP). Le ministère des Finances vise un déficit de 6,1 % du PIB sur l'exercice 2022/23.

Sont attendu : une hausse de 11 % des dépenses liées aux subventions et aux protections sociales, dont une augmentation de plus de 50 % des subventions aux carburants (28,1 Mds EGP) et une augmentation des subventions alimentaires (90 Mds EGP). L'augmentation des financements des programmes de protection sociale de 3 Mds EGP est liée à l'assurance maladie ainsi que les plans Takaful et Karama, le financement total monte donc à 22 Mds EGP. Vont être en augmentation les dépenses correspondantes aux secteurs de l'éducation (+12 %) et de la santé (+18 %), les deux cumulés atteignant 320 Mds d'EGP. En matière d'éducation, est prévu dans ce projet une hausse des dépenses de l'enseignement pré-universitaire de 61 Mds EGP (soit un financement total de 317 Mds EGP), ainsi qu'une hausse de 27,1 Mds EGP destiné à l'enseignement supérieur (pour un financement total de 159,2 Mds EGP) et pour finir également une augmentation des dépenses pour la recherche de 15,2 Mds EGP (pour un total de 79,3 Mds EGP).

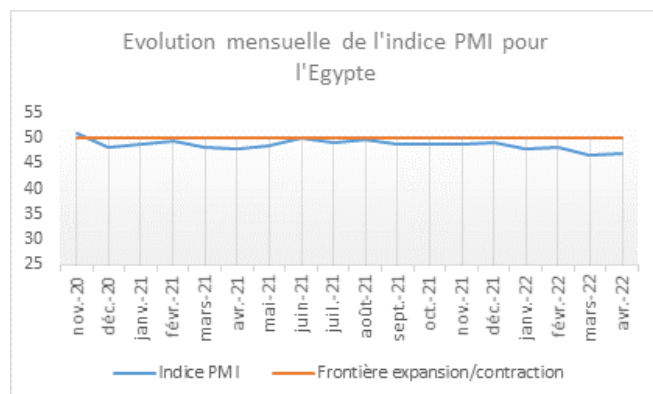
Selon un document consulté par Bloomberg Asharq, le ministère des Finances travaille avec une prévision du prix du baril de pétrole à 80 USD dans le budget de l'exercice 2022/23, un prix nettement supérieur à celui du précédent exercice (60 USD). Le gouvernement prévoit une hausse de ses dépenses de subvention pour les produits pétroliers (28 Mds EGP sont attendu contre 18,4 Mds EGP dans le budget 2020/21). En ce qui concerne le prix du blé, le gouvernement s'attend à un prix de 330 USD la tonne pour le prochain exercice, un montant inférieur au prix actuel. Il est prévu par le gouvernement

d'augmenter les subventions alimentaires, passant de 87,2 Mds EGP pour l'exercice 2021/22 à 90 Mds EGP pour l'exercice 2022/23.

Le projet de budget concerne également les estimations du coût de service de la dette et son remboursement. En ce qui concerne le coût de la dette, il est évalué à 7,6 % du PIB, l'équivalent d'1/3 des dépenses publiques, quant au remboursement de celle-ci, il correspond à la moitié des dépenses publiques.

4. Contraction de l'activité du secteur manufacturier en avril

Le Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'est établi à 46,9 en avril contre 46,5 pour le mois de mars, s'inscrivant ainsi durablement sous la barre des 50, qui sépare l'expansion de la contraction, pour le 17ième mois consécutif. La pression inflationniste, les problèmes d'approvisionnement et les tensions géopolitiques seraient les principales raisons de la baisse de confiance du secteur privé. Certaines entreprises accusent également la dévaluation de la livre égyptienne.



5. Baisse des prix de l'acier et du fer

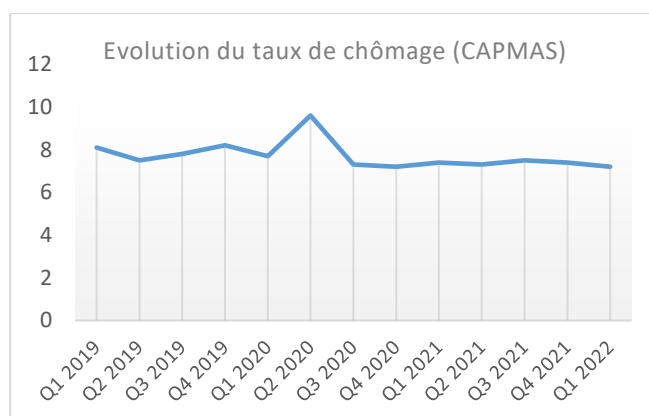
Pour la première fois depuis la hausse générale des coûts des matériaux de construction suite à la guerre en Ukraine, Ezz Steel, fabricant et négociant d'acier basé en Egypte a baissé les prix des barres d'armatures en acier de 4 %. Ainsi la tonne de barres d'armature en acier passe de 20 000 EGP à 19 170 EGP. Les prix du fer et de la ferraille ont également baissé, avec un prix du minerai de fer à 33 USD par tonne, soit une baisse de 65 % sur les deux derniers jours.

6. Dispense d'utilisation de lettres de crédits pour certains importateurs

Depuis le 22 février 2022, sur instruction de la Banque centrale d'Egypte, le système de paiement des importations par lettres de crédit est devenu obligatoire en Egypte. La Présidence a finalement annoncé le 10 mai que les importations d'intrants de production et de matières premières seront désormais dispensées de l'obligation d'avoir recours aux lettres de crédit (retour au système de remise documentaire qui prévalait auparavant).

7. Baisse du chômage de 0,2 point entre le T1 2022 et T4 2021

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques Capmas, le chômage au T1 2022 est à 7,2 % contre 7,4 % au T4 2021, soit 0,2 point de moins que les chiffres de l'année dernière à la même période. A noter qu'au sein de la population au chômage, la part des jeunes qui ont entre 15 et 29 ans a baissé de 0,3 % mais reste très importante, cette partie de la population représente 63 % des chômeurs au T1 2022 contre 64,3 % au T4 2021. En ce qui concerne le taux de chômage chez les femmes, il est passé de 17,8 % à 17,7 %, soit une très légère baisse, et en ce qui concerne le chômage chez les hommes, il montre une tendance à la baisse, passant de 5,2 % à 4,9 %.



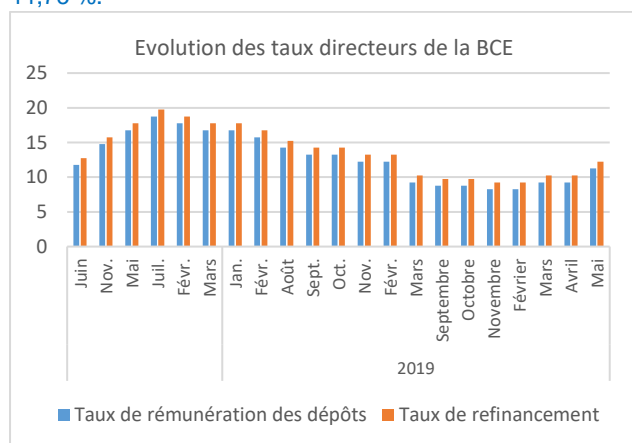
8. L'Egypte reste le premier bénéficiaire d'IDE en Afrique du Nord

Avec 5,9 Mds USD d'IDE en direction de l'Egypte sur l'exercice 2020/21, l'Egypte constitue 53 % des IDE orientés vers l'Afrique du Nord. Au T1 2021/22, les IDE ont augmenté de 4 %, dont 28 % d'augmentation dans le

secteur non-pétrolier (industrie, services financiers, construction, technologies de l'information et les communications). Le Royaume-Uni représente la plus importante source d'IDE, soit 34 % du total des IDE, suivi par les Etats-Unis. Le montant total des flux nets d'IDE ne représente toutefois qu'1,5 % du PIB.

9. Hausse de 200 points des taux directeurs de la Banque centrale

Dans un contexte économique marqué la hausse de l'inflation et des tensions sur l'approvisionnement en blé, la Banque centrale a décidé d'augmenter ses taux directeurs de 200 points de base. C'est la deuxième hausse des taux directeurs après celle du mois de mars 2022 de 100 points de base. Le taux de rémunération des dépôts, le taux de refinancement et le taux marginal sont désormais fixés à respectivement 11,25 %, 12,25 % et 11,75 %.



10. Augmentation des exportations non-pétrolières au premier trimestre 2022

Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie, les trois premiers mois de 2022 ont été marqués par l'augmentation de 20 % des exportations non-pétrolières, passant de 7,7 Mds USD en 2021 à 9,2 Mds USD cette année. Cette hausse est portée par les exportations de textile (+44 %), des matériaux de construction (+35 %), des meubles (+20 %), des produits médicaux (+19 %) et des produits agricoles (+10 %).

11. Un consortium européen va investir 500 MUSD dans la construction d'un nouveau terminal dans le port de Damiette

Le consortium formé par Eurogate Terminals, Contship Italia et Hapag-Lloyd a signé un accord avec l'autorité portuaire de Damiette pour développer et exploiter le terminal à conteneurs. Ce dernier aura une capacité finale de 3,3 millions d'EVP et devrait commencer à fonctionner d'ici 2024, ce qui portera la capacité totale du port de Damiette à 4,7 millions d'EVP à terme. Eurogate gérera et exploitera le terminal qui vise à servir de « hub stratégique de transbordement » dans la région MENA pour Hapag-Lloyd.

12. Annonces gouvernementales en faveur des réformes structurelles

Le Premier Ministre a présenté lors d'une conférence de presse les plans du gouvernement visant à privatiser certains actifs publics et à accroître le rôle du secteur privé dans l'économie. A été déclaré que le gouvernement a déjà identifié 9 Mds USD (164 Mds EGP) d'actifs publics pour l'année suivante, quelques secteurs ont été cités parmi lesquels ; le secteur bancaire, les énergies renouvelables, les actifs immobiliers dans les villes nouvelles, l'automobile, les centres de données, les réseaux pour le pétrole et le gaz et l'expansion des usines de liquéfaction du gaz, les télécommunications, les usines de dessalement et l'éducation. Sept des plus grands ports égyptiens seront fusionnés en une seule entité et cotés à l'EGX, ainsi qu'un certain nombre d'hôtels appartenant à l'État seront fusionnés et proposés aux investisseurs.

13. Arrêt de l'émission des certificats de dépôt à taux élevé de la Banque Misr

Le Président de la Banque Misr a annoncé que la banque n'émètrera pas de nouveaux certificats de dépôt à un taux plus élevé si de son côté la Banque Centrale d'Egypte augmente ses taux. Un montant total de 662 Mds EGP (35,7 Mds USD) ont été investis par les épargnants dans ces certificats au taux de 18 % depuis leur lancement le 22 mars.

INDICATEURS

		Egypte			Afrique du Nord et Moyen-Orient	
PIB nominal		404 Mds USD (2021)			3 036 Mds USD (2020)	
Dont :	Services	56,6 %			56,3 %	
	Industrie	31,8 %			35,5 %	
	Agriculture	11,5 %			8 %	
PIB / Habitant (2020)		3 982 USD			6 536 USD	
		2020 ¹	2021 (est.) ¹	2022 (prev) ¹	2020	2021 (est.)
Taux de croissance		3,6 %	3,3 %	5,9 %	-3,1 %	3,3 %
Déficit budgétaire (en % du PIB)		-7,8 %	-7,3 %	-6,8 %	-9,5 %	-3,3 %
Excédent primaire		1,8 %	1,5 %	1,3 %	-7,2 %	-2,0 %
Solde courant (en % du PIB)		-3,1 %	-4,6 %	-4,3 %	-1,5 %	3,3 %
Taux d'inflation (% annuel)		5,7 %	4,5 %	7,5 %	10,5 %	14,6 %
Dette publique (en % du PIB)		89,6 %	93,5 %	94,0 %	53,8 %	52,6 %
Dette externe (en % du PIB)		33,9 %	34,0 %	34,3 %	--	--
Taux de chômage (2020, OIT)		9,2 %			10,6 %	

Sources : Ministère des Finances (MOF), Banque Mondiale, Banque centrale (CBE), FMI, Calcul SE Le Caire, OIT

Indicateurs trimestriels		Jan.-Mars 2020	Avril-Juin 2020	Juil.-Sept. 2020	Oct.-Déc. 2020	Jan.-Mars 2021	Avril-Juin 2021	Juil.-Sept. 2021
Taux de croissance réel du PIB (y/y) aux prix du marché en %		5	-1,7	0,7	2	2,9	7,7	9,8
Comptes externes en Mds USD	Solde commercial	-9,4	-8,4	-8,6	-10,6	-11,4	-11,5	-11,1
	dont hydrocarbures	0	0,4	0,1	-0,2	0,1	-0,2	-0,1
	Balance des services	2,1	0,6	0,8	1	1,3	1,9	2,9
	Revenus du tourisme	2,3	0,3	0,8	1	1,3	1,7	2,8
	Revenus du canal de Suez	1,4	1,3	1,4	1,5	1,45	1,56	1,68
	Transferts privés (nets)	7,8	6,2	7,9	7,1	7,8	8	8,1
	Compte courant	-2,8	-3,8	-2,8	-4,9	-5,7	-5,1	-4
	Compte de capital et financier	-1,1	1,3	3,9	5,2	8	6,3	6
	dont flux nets d'IDE	1	1,5	1,6	1,7	1,4	0,4	1,7
	dont flux nets d'inv. de portefeuille	-8,2	0,6	6,7	3,5	5,8	2,7	3,6
	Balance des paiements	-5,5	-3,5	-0,1	1,5	0,3	0,1	0,3

¹ Les données correspondent au calendrier fiscal (du 1^{er} juillet N au 30 juin N+1).



Indicateurs mensuels 2021/2022		Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
Inflation (y/y) en %	IPC urbain	6,6	6,3	5,6	5,9	7,3	8,8	10,5	13,1
	Inflation sous-jacente	4,8	5,2	5,8	6	6,3	7,2	10	11,9
Taux d'intérêts (corridor BCE) en %	Taux de rémunération des dépôts	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	9,25	9,25	11,25
	Taux de refinancement	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25	10,25	10,25	12,25
Taux de change <i>moyenne mensuelle, cours médian</i>	LE pour 1EUR	18,5	18,22	17,93	17,76	17,8	17,8	18,31	19,95
	LE pour 1USD	15,71	15,71	15,72	15,72	15,72	15,73	16,63	18,43
Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois		40,8	40,9	40,9	40,9	41	37	37,1	37,1

Notation de la dette souveraine <i>Note de long-terme en monnaie étrangère, perspective et date de la dernière modification</i>	Standard & Poor's	BB	24/04/2022	stable
	Fitch	B+	21/04/2022	stable
	Moody's	B2	26/05/2022	Negative

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Rédacteurs : Michel Oldenburg, Anaïs Boitière, Sylvia Malinbaum, Mohamed Amin Boumahdi, Antoine Cosson, Margot Ertel, Augustin Renard

Pour s'abonner : mohamed.boumahdi@dgtrésor.gouv.fr

Claude de non-responsabilité : Le Service Économique du Caire s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité